

**Le Maire de la Commune de LONS,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code Pénal, article R 610.5,  
Vu le Code de la Route,

Considérant que lors de travaux sur des feux tricolores, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer temporairement la circulation et le stationnement avenue avenue des Frères Lumière et chemin de Malihonda,

Date de mise en ligne: 22/05/2026

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

En raison de travaux sur les feux tricolores, effectués par l'entreprise ETPM, à l'intersection de l'avenue des Frères Lumière et du chemin Malihonda, la circulation sera maintenue à double sens mais rétrécie au niveau des travaux, à partir du 29 mai 2026 jusqu'à la fin des travaux.

La voie de « tourne à droite » sera interdite à la circulation le temps des travaux.

**ARTICLE 2<sup>ème</sup> :**

L'arrêt et le stationnement seront interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non respect des ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, à partir du 29 mai 2026 jusqu'à la fin des travaux.

**ARTICLE 3<sup>ème</sup> :**

La vitesse de circulation sera réduite à 30 km/h et le dépassement interdit aux abords et au niveau des travaux à partir du 29 mai 2026 jusqu'à la fin des travaux.

**ARTICLE 4<sup>ème</sup> :**

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

**ARTICLE 5<sup>ème</sup> :**

Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibus - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,
- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

**ARTICLE 6<sup>ème</sup> :**

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale,
- Direction Opérationnelle de la collecte des déchets, pour information,
- STAP, pour information,
- SDIS, pour information,
- Entreprise ETPM, pour notification,
- ODP, pour information,
- Services Techniques Municipaux,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

Pour le Maire empêché,  
A LONS, le 22 mai 2026  
Le Maire,

Nicolas PATRIARCHE

Didier MOUSIS